

# LE MARCHÉ COMMUN EUROPEEN

Le monde économique de l'Europe s'aperçoit depuis longtemps que les luttes entre les diverses unités loin d'aider à son développement est une cause de stagnation des plus vieux empires économiques du monde. Depuis des décades, l'on parle d'une union des Etats européens capable de pouvoir rivaliser avec les Etats-Unis d'Amérique et le Commonwealth, dont la supériorité du premier se fait sentir de plus en plus chaque jour. Aussi les dirigeants européens ont pensé qu'il serait plus utile de s'unir que de continuer à se combattre et, après de nombreuses conférences, décidèrent de créer une union douanière préférentielle appelée Marché commun entre le Bénélux, l'Allemagne fédérale, l'Italie, et la France.

## POTENTIEL ECONOMIQUE DE L'EUROPE DES SIX

Le Marché commun rassemble en son sein les plus grands pays capitalistes d'Europe à l'exception de la Grande-Bretagne. Cette petite Europe minuscule sur le plan géographique, à peine 1 % des terres émergées, l'est beaucoup moins sur le plan démographique et économique; c'est une des régions la plus fortement industrialisée et la plus peuplée du monde. Elle groupe 165 millions d'habitants, soit sensiblement autant que les Etats-Unis et l'U.R.S.S., elle ne représente que 6 % de la population mais 15 % de la production mondiale, elle assure 16 % de la production de houille, 20 % d'acier, 21 % de ciment, 15 % d'électricité, 20 à 25 % de produits agricoles. Toutefois elle est dépendante pour le pétrole, le coton, le caoutchouc.

L'Europe des six contrôle en outre 1/5<sup>e</sup> du commerce mondial. De plus, si cette Europe, momentanément limitée aux six, s'étendait à tous les membres de l'O.E.C.E., sa population dépasserait 300 millions et formerait le troisième ensemble après la Chine et les Indes.

## OBJECTIFS ECONOMIQUES ET POLITIQUES

Le but du Marché commun est de constituer sur une étape de plusieurs années une union douanière assortie de la libre circulation de la main-d'œuvre, des marchandises et des capitaux, ce qui permettra d'obtenir un développement maximum de la productivité et un abaissement des prix de revient. Les marchés limités dans des cadres économiques trop étroits ne peuvent pas permettre la production en grandes séries, qui est à la base du progrès, sans lequel l'industrie moderne ne peut pas suivre le développement de la technique actuelle. A ces avantages viendront s'ajouter ceux de la spécialisation, de la concentration et de la normalisation. Il s'agit de faire de la petite Europe une unité économique capable de lutter avec ses concurrents anglais et américains; pour pouvoir exporter plus amplement il faudra produire moins cher d'où la nécessité d'une libre circulation de la main-d'œuvre vers les pays où celle-ci est insuffisante. Egalement le but est de permettre une concentration sur le plan des six, d'éliminer les petites entreprises qui produisent trop cher et ne pourront soutenir la concurrence étrangère ou nationale.

Mais si l'opération est d'ordre économique, elle implique aussi des exigences politiques, dont la principale avouée est de mettre fin aux guerres qui ont ravagé l'Europe, surtout depuis la première partie de ce XX<sup>e</sup> siècle. Mais on sait ce qu'il advint déjà dans le passé de ces buts humanitaires. En fait il s'agit d'essayer de mettre fin aux luttes intestines dans le cadre du monde capitaliste afin de faire face aux dangers du communisme et de l'Union soviétique.

L'opération est-elle viable? Pour cela il faudrait que plusieurs conditions soient réunies dont la principale est la stabilité du régime capitaliste. L'énoncé de cette seule nécessité montre qu'elle a peu de chances d'être réalisée, tout au moins jusqu'à sa conclusion finale que lui

assignent ses auteurs, l'unification de l'Europe économique et politique affranchie des discriminations douanières, et retournant vers le libéralisme international. D'une part les premières mesures sont minimes (abaissement des droits de douane de 10 %, contingents d'importations élargis de 20 % jusqu'à concurrence de 3 % de la production nationale). Le plan doit être réalisé en 12 ou 15 ans, mais d'ici là le monde capitaliste ne manquera pas de subir quelques crises dont les signes précurseurs s'annoncent déjà. D'autre part, pour que chaque partenaire puisse affronter la concurrence, il faudra, pendant de longues périodes maintenir des tarifs douaniers, ou supposer que chaque pays arrive à produire à un prix sensiblement égal. Les ententes et monopoles qui vont inéluctablement se créer ou se renforcer vont tenter d'annihiler le désarmement douanier afin de maintenir les prix à un certain niveau et de se procurer de substantiels bénéfices. Ce ne sont pas les clauses que renferme le traité contre les ententes troublant la concurrence qui auront de grands effets; ils auront le même résultat que les lois anti-trusts américaines qui n'ont pas empêché la création de la Standard-Oil Company et de la Steel Corporation entre autres. Les vœux et les désirs des plus clairvoyants dirigeants du capitalisme mondial ne peuvent que faiblement s'opposer aux lois de la société capitaliste.

Sur le plan international un grave conflit existe entre l'Europe des six et la Grande-Bretagne. Celle-ci oppose au Marché commun l'idée de la « zone de libre échange » qui lui permettrait d'avoir accès au Marché européen sans porter atteinte à son Commonwealth System, qui lui permet d'importer de ces pays à bas tarifs et dont les produits y ont un accès préférentiel. L'Angleterre a de bonnes raisons de lutter contre l'entente européenne qui risque de devenir la première puissance exportatrice et importatrice, son prestige de seconde nation mondiale étant en sérieuse position de recul.

Sur le plan social, une des solutions proposée pour unifier les économies européennes est de ramener à un même niveau la consommation intérieure par tête d'habitant. La consommation privée, lorsqu'elle est de 100 pour l'Italie, est de 135 pour les Pays-Bas, 141 pour l'Allemagne, 231 pour la Belgique et 143 pour la France. Il est évident que les bourgeois dans leurs euphoriques promesses d'avenir ne manquent pas de mentionner que le niveau de vie des masses va s'élever. Mais en fait ils espèrent bien faire descendre celui-ci à un niveau voisin de celui du plus bas. Déjà en France, diminution du système de Sécurité Sociale jugé trop lourd, hausse des prix, dévaluation, instauration du chômage afin de baisser les salaires, et par suite les prix de revient.

## LE P.C.F. ET LE MARCHÉ COMMUN

Le P.C.F., fidèle à sa tactique réformiste, déplore l'entrée de la France dans le Marché commun, sous prétexte que cela permettrait la domination économique de l'Allemagne de Bonn, et le développement militaire allemand. De plus l'union irait à l'encontre des intérêts de la petite bourgeoisie qui va se trouver en position défavorable vis-à-vis des grands trusts.

A cela le P.C.F., sous la plume de Waldeck-Rochet, ne peut conclure à une voie révolutionnaire; il ne peut que pleurer sur ces pauvres petits patrons délaissés, victimes de la concentration; il adopte la position tout à fait réactionnaire de lutte contre cette évolution historique. Pour « l'Humanité », le Marché commun aliène « l'indépendance nationale », et est contraire à une politique de grandeur française. Si Waldeck-Rochet était un tant soit peu révolutionnaire et savait analyser en marxiste, il pourrait peut-être s'apercevoir que la France actuelle se compose de deux classes, l'une dominante, l'autre exploitée et que la politique de « grandeur nationale », si chère au leader parlementaire communiste et dont les bourgeois sont à même de se soucier personnellement puisqu'ils en seront les victimes ou les bénéficiaires selon leur

propre gestion, pourrait peut-être faire place, chez un membre du P.C.F., à une politique d'indépendance de classe et de lutte de classe. Il pourrait peut-être analyser la situation du régime capitaliste, chercher les causes et les raisons de son développement et conclure à l'impérieuse nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat qui seule peut amener la paix. Quand le P.C. pourra-t-il analyser une situation en fonction de la lutte des classes qui s'y déroule, quand cessera-t-il son nationalisme insipide? Il s'insurge que des capitaux allemands font leur apparition au Sahara. Nous ne pensons pas que cela intéresse beaucoup les ouvriers de savoir si ce sont des capitalistes allemands ou français qui les exploitent, mais de savoir comment pourrait cesser cette exploitation.

## LES E. U. D'EUROPE

Si l'Union Européenne capitaliste est fort difficile et même impossible, doit-on en conclure que la vieille Europe vivra éternellement dans des déchirements internes? Oui, tant que durera le régime capitaliste, tant que durera un régime fondé sur des intérêts privés et contradictoires. Le régime capitaliste a depuis fort longtemps dépassé le cadre national; une économie ne peut trouver sur son sol toutes les ressources qui lui sont nécessaires; de plus, pour écouler sa production, elle doit trouver des débouchés, celle qui est la plus favorisée n'est pas encline à céder sa place. De nombreuses unions ont été créées depuis le début de ce XX<sup>e</sup> siècle, toutes ont échoué, ou ont abouti à la domination des plus forts, aggravant ainsi les heurts mondiaux. Seule une économie basée sur le développement harmonieux des forces productives dans l'intérêt général de tous est capable de ramener une union économique. Pour l'instant, le prolétariat de chaque pays doit lutter pour l'amélioration de son niveau de vie afin que ce soit le plus élevé qui puisse l'emporter. Mais, comme l'écrivait Trotsky il y a plus de vingt ans, l'avant-garde révolutionnaire doit dire aux travailleurs que pour unifier l'Europe, il faut arracher le pouvoir aux maîtres du jour. Nous le ferons. Nous unifierons l'Europe contre l'ennemi, et cet ennemi c'est le monde capitaliste. Nous en ferons la grandiose place d'armes du socialisme combattant. Nous en ferons la pierre angulaire de la Fédération socialiste du monde.

MEYMAC.

## AU SOMMAIRE DE

### « QUATRIEME INTERNATIONALE »

(N° du 1<sup>er</sup> trimestre 1959)

**Editorial:** Réflexions sur les perspectives internationales.

**Notes éditoriales:** La situation en Chine. — Le Marché Commun Européen. — Le réveil de l'Afrique s'accélère. — Le 86<sup>e</sup> Congrès des Etats-Unis. — Les élections françaises de novembre 1958. — A propos du 21<sup>e</sup> Congrès.

**E. Germain.** — L'industrialisation des pays arriérés.  
**H. Vallin.** — Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

**M. Pablo.** — La Révolution arabe.

**M. K.** — La crise de la Révolution arabe.

**M. Pablo.** — Remarques sur le nouveau programme des communistes yougoslaves (II).

**40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de K. Liebknecht et Rosa Luxemburg.** — P. Richard: L'héritage déjoué. — Paul Frölich: Rosa Luxemburg et Léo Joguiches. — G. Zinoviev: Karl Liebknecht et la guerre.

**Les livres:** Trotsky's Diary in exile-1935, par Pierre Frank.

**Notes de lecture:** Voies nouvelles? Perspectives nouvelles?

**Documents:** En avant vers un gouvernement du Lanka Samasamaja Party (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale).

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.**

Le N° 200 fr. Commandes CCP FRANK 12648-46 Paris.